

SA GOLD BY GOLD

111, Avenue Victor Hugo
75116 PARIS

RAPPORT

de

Monsieur Daniel FORESTIER

Commissaire aux Comptes

SUR LES COMPTES CONSOLIDES

(Exercice clos le 31 décembre 2017)

-:-:-:-:-

ASSEMBLEE GENERALE DU 26 JUIN 2018

Daniel FORESTIER

Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de Paris

150 boulevard Masséna
75013 PARIS

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

I - OPINION

En exécution de la mission qui m' a été confiée par votre Assemblée Générale, j'ai effectué l'audit des comptes consolidés de la société SA GOLD BY GOLD relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II - FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m' incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, j'attire votre attention sur le point suivant exposé dans la note "Provisions pour risques et charges" :

« De fait, au regard de l'incertitude manifeste régnant sur l'issue de cette nouvelle instruction de la part des autorités et du risque Pays correspondant, toutes les provisions ont été maintenues dans les comptes établis au 31 décembre 2017. En conséquence, à cette date, l'ensemble des provisions correspondant aux opérations péruviennes s'élève à un montant de 1 816 K€. A ce jour, GOLD BY GOLD, de manière directe et indirecte, bénéficie de la part de son représentant local pour les avances effectuées, d'une hypothèque sur un bien immobilier ainsi qu'une garantie correspondant à des parts de sociétés bénéficiaires de titres miniers (mine de Tungstène située au Pérou). »

III- JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les notes de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables retenus par le groupe pour l'établissement des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

IV- VÉRIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSÉS AUX ACTIONNAIRES

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

V- RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

VI- RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société

Une description plus détaillée de mes responsabilités de Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes consolidés figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.


Daniel FORESTIER
Commissaire aux Comptes

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

SA GOLD BY GOLD

111, Avenue Victor Hugo
75116 PARIS

ATTESTATION

de

Monsieur Daniel FORESTIER

Commissaire aux Comptes

**SUR LES INFORMATIONS COMMUNIQUEES DANS LE CADRE
DE L'ARTICLE L.225-15 4° DU CODE DE COMMERCE
RELATIF AU MONTANT GLOBAL DES REMUNERATIONS
VERSEES AUX PERSONNES LES MIEUX REMUNEREES**

(Exercice clos le 31 décembre 2017)

-:-:-:-:-

ASSEMBLEE GENERALE DU 26 JUIN 2018

Daniel FORESTIER

Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de Paris

150 boulevard Masséna
75013 PARIS

Aux Actionnaires,

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre société et en application de l'article L. 225-115 4° du code de commerce, j'ai établi la présente attestation sur les informations relatives au montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, figurant dans le document ci-joint.

Ces informations ont été établies sous la responsabilité de votre Président. Il m'appartient d'attester ces informations.

Dans le cadre de ma mission de commissariat aux comptes, j'ai effectué un audit des comptes annuels de votre société pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Mon audit, effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France, avait pour objectif d'exprimer une opinion sur les comptes annuels pris dans leur ensemble, et non pas sur des éléments spécifiques de ces comptes utilisés pour la détermination du montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées. Par conséquent, je n'ai pas effectué mes tests d'audit et mes sondages dans cet objectif et je n'exprime aucune opinion sur ces éléments pris isolément.

J'ai mis en oeuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences, qui ne constituent ni un audit ni un examen limité, ont consisté à effectuer les rapprochements nécessaires entre le montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées et la comptabilité dont il est issu et vérifier qu'il concorde avec les éléments ayant servi de base à l'établissement des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Sur la base de mes travaux, je n'ai pas d'observation à formuler sur la concordance du montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées figurant dans le document joint et s'élevant à 162.640 euros avec la comptabilité ayant servi de base à l'établissement des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

La présente attestation tient lieu de certification de l'exactitude du montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées au sens de l'article L. 225-115 4° du code de commerce.

Paris, le 26 avril 2018


Daniel FORESTIER
Commissaire aux Comptes

GRUPE GOLD BY GOLD

Comptes consolidés 2017

ACTIF

	Notes	31/12/2017	31/12/2016
ACTIF IMMOBILISE			
Ecarts d'acquisition	5.1	0	0
Immobilisations incorporelles	5.2	10 000	10 000
Immobilisations corporelles	5.3	98 857	104 980
Immobilisations financières	5.4	73 479	67 743
Titres mis en équivalence		0	0
Total de l'Actif Immobilisé		182 336	182 723
ACTIF CIRCULANT			
Stocks et en-cours	5.5	1 094 596	806 811
Créances clients et av. versées	5.6	1 331 987	2 008 306
Autres créances	5.6	1 927 711	2 028 765
Impôts différés actifs	5.9	639	639
Comptes de régularisation	5.8	8 713	6 552
Disponibilités & Instr. de trésorerie	5.7	3 977 594	4 841 000
Total de l'Actif Circulant		8 341 240	9 692 073
TOTAL DE L'ACTIF		8 523 576	9 874 796

PASSIF

	Notes	31/12/2017	31/12/2016
CAPITAUX PROPRES			
Capital		270 841	273 361
Primes		2 792 113	2 792 113
Réserves		1 570 873	1 538 862
Résultat net		-423 375	170 040
Provisions réglementées		0	0
Subventions d'investissement		0	0
Total des Capitaux Propres Part du Groupe		4 210 452	4 774 376
Intérêts minoritaires		0	56 650
Total des Capitaux Propres de l'Ensemble	7	4 210 452	4 831 026
PROVISIONS			
Provisions pour risques & charges	5.10	1 904 800	2 155 790
Provisions pour impôts différés	5.9	43 894	299 779
Total des Provisions		1 948 694	2 455 569
DETTES			
Emprunts	5.11	450 000	650 000
Autres dettes financières	5.11	1 905	8 175
Dettes fournisseurs et avances reçues	5.12	1 170 779	1 603 269
Comptes courants d'associés	8.2	33 118	146 776
Autres dettes	5.12	708 628	179 981
Comptes de régularisation	5.8	0	0
Total des Dettes		2 364 430	2 588 201
TOTAL DU PASSIF		8 523 576	9 874 796

COMPTE DE RESULTAT

	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Produits d'exploitation	6.1	10 342 603	59 773 951
Chiffre d'affaires		10 292 185	59 691 450
Autres produits d'exploitation		50 418	82 501
Charges d'exploitation	6.3	11 168 295	59 354 721
Achats et variation de stock		10 307 716	58 438 033
Impôts, taxes et versements assimilés		7 776	41 030
Charges de personnel		312 420	321 229
Dotations aux amortissements et provisions		32 375	90 676
Autres charges d'exploitation		508 008	463 753
RESULTAT D'EXPLOITATION		-825 692	419 230
Produits sur opérations en commun		0	0
Charges sur opérations en commun		0	0
Produits financiers		48 953	20 926
Charges financières		112 670	76 674
RESULTAT FINANCIER	6.4	-63 717	-55 748
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		-889 409	363 482
RESULTAT EXCEPTIONNEL	6.5	257 979	-100 572
Impôts sur les bénéfices		47 830	94 764
Impôts différés		-255 885	826
Total d'impôts sur les sociétés	6.6	-208 055	95 590
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES		-423 375	167 320
Dotations aux amort. des écarts d'acquisition		0	0
RESULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		-423 375	167 320
Intérêts minoritaires		0	-2 720
RESULTAT NET		-423 375	170 040
Résultat par action	3.15	-0,156	0,062
Résultat dilué par action	3.15	-0,156	0,062

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

	31/12/2017	31/12/2016
OPERATIONS D'EXPLOITATION		
RESULTAT NET - PART DU GROUPE	-423 375	170 040
Résultat net - Part des minoritaires	0	-2 720
<i>Elim. des éléments sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation</i>		
Dotations aux Amortissements et provisions	32 375	200 568
Reprises des Amortissements et provisions	-250 100	-19 183
Plus et moins values de cession	-9 196	-1 000
Impôts différés	-255 885	826
Subventions virées au résultat	0	0
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	-906 181	348 531
Variation des frais financiers	-1 802	-1 617
Variation nette exploitation	12 131	2 579 694
Variation de stock	-287 785	3 041 324
Variation des créances d'exploitation	695 782	-148 392
Variation des dettes d'exploitation	-395 866	-313 238
Variation nette hors exploitation	636 395	-37 557
Variation des créances hors exploitation	259 742	-147 802
Variation des dettes hors exploitation	378 814	103 246
Charges et produits constatés d'avance	-2 161	6 999
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	646 724	2 540 520
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-259 457	2 889 051
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immo. incorporelles (net fournisseurs d'immo.)	0	0
Acquisition d'immo. corporelles (net fournisseurs d'immo.)	-32 348	-28 349
Cession d'immo. corporelles et incorporelles	15 292	1 000
Subvention d'investissement encaissée	0	0
Acquisition d'immo. financières (net fournisseurs d'immo.)	-5 545	3 000
Remboursement & cession d'immo. financières	1 000	0
Trésorerie nette s/acquisitions & cessions de filiales	-235 690	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-257 291	-24 349
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation/Réduction de capital	-32 213	0
Dividendes versés aux actionnaires de la mère	-108 786	-109 345
Dividendes versés aux minoritaires	0	0
Variation des autres fonds propres	0	0
Souscription d'emprunts	0	0
Remboursement d'emprunts	-200 000	-200 000
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-340 999	-309 345
VARIATION DE TRESORERIE	-857 747	2 555 357
TRESORERIE A L'OUVERTURE	4 834 790	2 279 433
TRESORERIE A LA CLOTURE	3 977 043	4 834 790

ANNEXE COMPTABLE

1 – FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE	7
2 – REFERENTIEL COMPTABLE	8
3 – PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES.....	8
3.1 Méthode de consolidation	8
3.2 Méthodes d'évaluation	8
3.3 Ecart d'acquisition.....	8
3.4 Immobilisations incorporelles.....	9
3.5 Immobilisations corporelles	9
3.6 Immobilisations financières	9
3.7 Stocks et En cours.....	10
3.8 Créances clients et autres débiteurs.....	10
3.9 Trésorerie et équivalents de trésorerie	10
3.10 Capital social	10
3.11 Provisions pour risques et charges	10
3.12 Imposition différée	10
3.13 Avantages postérieurs à l'emploi consentis aux salariés	10
3.14 Reconnaissance du chiffre d'affaires	11
3.15 Résultat par action	11
4 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION.....	11
5 – INFORMATIONS SUR LE BILAN.....	11
5.1 Ecart d'acquisition positifs.....	11
5.2 Immobilisations incorporelles.....	12
5.3 Immobilisations corporelles	12
5.4 Immobilisations financières	13
5.5 Stocks et en-cours	13
5.6 Créances	14
5.7 Trésorerie active	14
5.8 Comptes de régularisation	15
5.9 Impôts différés	15
5.10 Provisions pour risques et charges	16
5.11 Emprunts et dettes financières	17
5.12 Dettes fournisseurs et autres dettes.....	17
6 – INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT.....	18
6.1 Produits d'exploitation	18
6.2 Marge brute d'exploitation	18
6.3 Charges d'exploitation	19
6.4 Résultat financier	19
6.5 Résultat exceptionnel.....	19
6.6 Impôt sur les sociétés.....	20
7 – TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES.....	21
8 – AUTRES INFORMATIONS.....	21
8.1 Engagements financiers	21
8.2 Parties liées.....	21
8.3 Effectifs	21
8.4 Événements postérieurs	22
8.5 Honoraires des commissaires aux comptes	22
9 – INFORMATIONS SECTORIELLES.....	22

1 – FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

GOLD BY GOLD est une société anonyme de droit français, soumise à la réglementation sur les sociétés commerciales en France. GOLD BY GOLD a été constituée le 23 janvier 1992 et son siège social est situé 111 avenue Victor Hugo à PARIS 16ème.

Le Groupe est présent dans le secteur des métaux précieux que ce soit dans le négoce, la collecte et le recyclage. L'activité de négoce est principalement réalisée avec des matières en provenance d'Amérique latine alors que l'activité recyclage est effectuée auprès des particuliers par le site internet français GoldbyGold.com ou directement auprès de certains tiers professionnels collecteurs. Pour mémoire, le réseau de points de collecte physique Gold & Go a été définitivement fermé début 2015 et, en 2017, la société BON ALOI SAS qui détenait ce réseau a été dissoute et son patrimoine transmis à son actionnaire GOLD BY GOLD (par Transmission Universelle de Patrimoine), devenu unique la même année (rachat en 2017 des 49% de parts sociales de la société BON ALOI SAS par GOLD BY GOLD).

Le Groupe est confronté à une situation de marché particulièrement adverse au Pérou. Dans un contexte de raréfaction des volumes d'Or, GOLD BY GOLD doit faire face à des contraintes administratives péruviennes drastiques qui ont conduit à une réduction importante du nombre de ses fournisseurs locaux, intervenants ne souhaitant pas se conformer à la nouvelle réglementation locale et préférant de fait vendre leur Or de manière informelle ou l'exporter directement.

Parallèlement, le Groupe a poursuivi son déploiement sur l'activité d'Or tracé, qui représente désormais une part significative de l'activité du Groupe. A travers cette activité, GOLD BY GOLD fournit à des joailliers, des maisons de monnaie ou des organisations internationales un Or 100% tracé et certifié depuis la mine, issu de communautés minières responsables de Bolivie, de Colombie et du Pérou.

L'activité de Collecte & Recyclage est pour sa part demeurée atone, les conditions législatives, réglementaires et de marché en France ne permettant actuellement pas d'envisager son redéploiement pour les acteurs du recyclage via Internet.

Le Groupe demeure mobilisé sur les actions en justice entamées au Pérou par son représentant afin d'obtenir la libération des quantités d'Or toujours immobilisées depuis le début de l'année 2014 par les autorités locales.

Changement de méthodes :

Aucun changement de méthodes n'est intervenu par rapport au précédent exercice.

2 – REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés sont établis selon les principes comptables en vigueur en France et respectent les dispositions de la loi du 3 janvier 1985, du décret d'application du 17 février 1986 et du règlement 99-02 du Comité de la réglementation comptable.

Les états financiers sont présentés en euros.

3 – PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

3.1 Méthode de consolidation

Les filiales dans lesquelles la société mère exerce un contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. La liste des sociétés consolidées est donnée en note 4 « Périmètre de consolidation ».

Au 31 décembre 2017, l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation du Groupe est contrôlé de manière exclusive par ce dernier.

Toutes les sociétés du Groupe étant établies dans la zone Euro, leur intégration ne génère donc aucun écart de conversion.

Lorsque les méthodes comptables appliquées par des filiales ne sont pas conformes à celles retenues par le Groupe, les modifications nécessaires sont apportées aux comptes de ces entreprises afin de les rendre compatibles avec les principes comptables retenus par le Groupe tels que décrits en note 3 « Principes et méthodes comptables ». Toutes les transactions significatives entre les sociétés consolidées sont éliminées.

L'ensemble des sociétés consolidées clôture leurs comptes à la date du 31 décembre.

3.2 Méthodes d'évaluation

Aux fins d'améliorer l'information financière de la société, sont présentées ci-après les méthodes appliquées concernant les opérations conclues en devises étrangères.

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contrevalet au taux de début de mois pour chaque opération.

Les pertes et gains de changes réalisés sur les opérations de négoce sont enregistrés au résultat d'exploitation. Ils sont inclus dans le prix de vente et le coût d'achat des marchandises.

Les pertes et gains de changes constatés lors d'opérations financières sont enregistrés en résultat financier conformément au plan comptable général.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contrevalet au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au compte de résultat.

3.3 Ecarts d'acquisition

L'écart entre le prix d'acquisition des titres et la juste valeur des actifs et passifs identifiés de l'entreprise est inscrit :

- ♦ lorsqu'il est positif, à l'actif du bilan sous la rubrique « écart d'acquisition ». Les écarts d'acquisition positifs sont amortis selon un plan dont la durée doit refléter, aussi raisonnablement que possible, les hypothèses retenues et les objectifs fixés et documentés lors de l'acquisition ;
- ♦ lorsqu'il est négatif, au passif du bilan sous la rubrique « provisions pour risques ». La provision pourrait faire l'objet d'un plan de reprise étalé sur plusieurs années.

En 2014, l'écart d'acquisition positif d'un montant de 22 237 € correspondant au rachat des 20% de parts sociales de la société AURFINA FONDEUR AFFINEUR a été amorti sur le mode linéaire. Compte tenu du faible coût de cette opération, la durée d'amortissement a été arrêtée à 5 ans.

En 2015, suite à une baisse significative du chiffre d'affaires et une perte de valeur de la société AURFINA FONDEUR AFFINEUR, une dotation complémentaire a été comptabilisée afin que l'écart d'acquisition positif soit totalement amorti.

3.4 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition (prix d'acquisition et frais accessoires) diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les amortissements sont comptabilisés en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des immobilisations incorporelles.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- | | |
|-----------------------|------------------|
| • Logiciels : | 1 à 2 ans |
| • Droit au bail : | non amortissable |
| • Fonds de commerce : | non amortissable |

A chaque clôture, s'il existe un indice quelconque montrant qu'un actif a perdu de manière significative de sa valeur, il est procédé à un test de dépréciation. La comptabilisation d'une dépréciation modifiera prospectivement la base amortissable de l'actif concerné.

3.5 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition (prix d'achat augmenté des frais accessoires après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement) diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les amortissements sont comptabilisés en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des immobilisations corporelles.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- | | |
|--|------------|
| • Matériels et outillages industriels : | 3 à 4 ans |
| • Agencements, Installations techniques et générales : | 5 à 15 ans |
| • Matériel de transport : | 3 à 4 ans |
| • Matériel de bureau et informatique : | 3 ans |
| • Mobilier : | 3 à 4 ans |

A chaque clôture, s'il existe un indice quelconque montrant qu'un actif a perdu de manière significative de sa valeur, il est procédé à un test de dépréciation. La comptabilisation d'une dépréciation modifiera prospectivement la base amortissable de l'actif concerné.

3.6 Immobilisations financières

La valeur brute des participations non consolidées est constituée par le coût d'acquisition hors frais accessoires. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nette comptable.

Les autres immobilisations financières font l'objet, si nécessaire, de provisions pour dépréciations.

3.7 Stocks et En cours

Les stocks de métaux non transformés sont comptabilisés au coût d'achat. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au cours de réalisation.

Les stocks de métaux transformés sont évalués à la clôture de l'exercice en référence à une valeur de marché. En raison des coûts de transformation, il a été estimé que le coût de revient des métaux est comparable au cours de clôture établi par le London Bullion Market Association exprimé en euros. Compte tenu de la rotation rapide du stock, une provision pour dépréciation est constituée lorsque le cours de réalisation (cours moyen de janvier) est inférieur à cette valeur de marché.

Les stocks de consommables (produits chimiques, ...) sont évalués au coût d'achat des biens.

3.8 Créances clients et autres débiteurs

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Les risques de non-recouvrement font l'objet de provisions pour dépréciations appropriées et déterminées de manière individualisée ou sur la base de critères d'ancienneté.

3.9 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Ce poste comprend les disponibilités et les placements à court terme.

3.10 Capital social

Le capital au 31 décembre 2017 est fixé à 270.841,20 euros, composé de 2.708.412 actions ordinaires d'une valeur de 0,10 euros chacune. Il est entièrement libéré.

3.11 Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe une obligation juridique ou implicite, résultant d'événements passés, qui entraîneront probablement une sortie de fonds et qu'une estimation fiable de son montant peut être effectuée.

3.12 Imposition différée

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporaires entre les résultats comptables et fiscaux selon la méthode du report variable.

Les impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des éléments d'actifs et passif et leurs valeurs fiscales. Ils sont calculés sur la base du taux normal d'impôt sur les sociétés de 33,1/3%.

Les provisions règlementées (provision pour hausse des prix) en comptes sociaux ont été annulées dans les comptes consolidés et ont généré une différence temporaire d'impôt (44 K€).

3.13 Avantages postérieurs à l'emploi consentis aux salariés

Indemnités de départ à la retraite

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies consentis aux salariés du groupe sont constitués par des indemnités de fin de carrière versées à la date du départ à la retraite.

En raison du jeune âge des salariés et de leur prise d'emploi récente, les indemnités de fin de carrière n'ont pas été calculées. Aucune provision n'a été comptabilisée dans les comptes.

Pension de retraite

Les retraites des salariés du groupe sont versées par des organismes nationaux de retraite fonctionnant par répartition et/ou capitalisation. Le groupe n'a aucune obligation au-delà de celle d'avoir à verser les cotisations à ces organismes, celles-ci sont enregistrées en charge pour les périodes au titre desquelles elles sont appelées.

3.14 Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est présenté hors taxes et après déduction des rabais, remises et ristournes accordés. Le chiffre d'affaires est reconnu après la livraison chez le client et une fois la qualité et le prix des métaux contenus connus.

3.15 Résultat par action

Le résultat net par action est calculé en faisant le rapport entre le résultat net part du groupe de l'exercice et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le Groupe ne dispose pas d'instrument de dilution du capital social.

4 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le nombre de sociétés consolidées est le suivant :

	31/12/17	31/12/16
Intégration globale	2	3
Non consolidée	0	0

Les sociétés faisant partie du périmètre de consolidation au 31 décembre 2017 sont les suivantes :

Sociétés	% Contrôle 2017	Méthode	Activités
GOLD BY GOLD SA		IG	Négoce de métaux précieux
AURFINA FONDEUR AFFINEUR SARL	100%	IG	Production de métaux précieux

En 2017, la société BON ALOI SAS a été dissoute et son patrimoine a été transmis à son actionnaire GOLD BY GOLD, devenu unique la même année.

5 – INFORMATIONS SUR LE BILAN**5.1 Ecart d'acquisition positifs**

Décomposition

	31/12/17			31/12/16
	Brut	Amort. et Prov.	Net	Net
31 décembre N-1	22 237	22 237	0	0
Augmentations	0	0	0	0
Diminutions	0	0	0	0
Variations de périmètre	0	0	0	0
TOTAL	22 237	22 237	0	0

Variations

	Brut	Amort. et Prov.	Net
31 décembre N-1	22 237	22 237	0
Augmentations	0	0	0
Diminutions	0	0	0
Variations de périmètre	0	0	0
TOTAL	22 237	22 237	0

5.2 Immobilisations incorporelles

Décomposition

	31/12/17			31/12/16
	Brut	Amort. et Prov.	Net	Net
Logiciels	1 058	1 058	0	0
Droit au bail	0	0	0	0
Fonds de commerce	10 000	0	10 000	10 000
Autres imm. incorporelles	0	0	0	0
TOTAL	11 058	1 058	10 000	10 000

Variations

	Brut	Amort. et Prov.	Net
31 décembre N-1	11 058	1 058	10 000
Augmentations	0	0	0
Diminutions	0	0	0
Variations de périmètre	0	0	0
TOTAL	11 058	1 058	10 000

5.3 Immobilisations corporelles

Décomposition

	31/12/17			31/12/16
	Brut	Amort. et Prov.	Net	Net
Terrains	0	0	0	0
Constructions	0	0	0	0
Inst. tech, mat et outillages ind.	66 029	63 814	2 215	8 644
Autres immo. corporelles	162 597	120 868	41 729	70 126
Immo. corp. en cours	54 913	0	54 913	26 210
TOTAL	283 539	184 682	98 857	104 980

Variations

	Brut	Amort. et Prov.	Net
31 décembre N-1	284 652	179 672	104 980
Augmentations	32 348	38 471	-6 123
Diminutions	33 461	33 461	0
Variations de périmètre	0	0	0
TOTAL	283 539	184 682	98 857

Les immobilisations en cours représentent des dépenses de mise au point d'un procédé, propre et respectueux de l'environnement, pour la récupération de métaux communs et spéciaux sur une

mine au Pérou. Ces travaux de recherche pourraient, en cas de succès, déboucher sur une mise en œuvre industrielle de ce procédé innovant.

5.4 Immobilisations financières

Décomposition

	31/12/17			31/12/16
	Brut	Amort. et Prov.	Net	Net
Titres de participation	0	0	0	0
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Dépôts et cautions versés	73 479	0	73 479	67 743
TOTAL	73 479	0	73 479	67 743

Variations

	Brut	Amort. et Prov.	Net
31 décembre N-1	67 743	0	67 743
Augmentations	10 974	0	10 974
Diminutions	5 238	0	5 238
Variations de périmètre	0	0	0
TOTAL	73 479	0	73 479

5.5 Stocks et en-cours

Décomposition

	31/12/17			31/12/16
	Brut	Dépréciat.	Net	Net
Métaux précieux	1 086 777	0	1 086 777	798 234
Consommables	7 819	0	7 819	8 577
TOTAL	1 094 596	0	1 094 596	806 811

5.6 Créances

Décomposition

	31/12/17			31/12/16
	Brut	Dépréciat.	Net	Net
Avances et ac. versés	1 265 114	0	1 265 114	1 602 539
Clients	66 873	0	66 873	405 767
Créances et av. versées	1 331 987	0	1 331 987	2 008 306
Créances fiscales	313 190	0	313 190	286 000
Créances sur cession d'immos	0	0	0	0
Comptes courants débiteurs	0	0	0	0
Débiteurs divers	1 614 521	0	1 614 521	1 742 765
Autres créances	1 927 711	0	1 927 711	2 028 765
TOTAL	3 259 698	0	3 259 698	4 037 071

Echéancier (en valeur nette)

	Moins de 1 an	Plus de 1 an
Avances et acomptes versés	1 265 114	0
Clients	66 873	0
Créances et av. versées	1 331 987	0
Créances fiscales	313 190	0
Créances sur cession d'immos	623	0
Comptes courants débiteurs	0	0
Débiteurs divers	1 613 898	0
Autres créances	1 927 711	0
TOTAL	3 259 698	0

Des avances et acomptes versés ont été effectués aux fournisseurs de métaux précieux pour les prochaines livraisons. Pour l'activité négoce, suite à l'immobilisation des matières par les autorités péruviennes toujours en cours, un avoir à recevoir a été comptabilisé dans le compte débiteur divers pour un montant de 1 420 K€.

5.7 Trésorerie active

	31/12/17	31/12/16
Valeurs mobilières de placement	948 119	963 278
Prov.dép. Valeurs mobilières de placement	0	18 976
VMP / Actions propres	0	0
Prov.dép. Actions propres	0	0
Total valeurs mobilières de placement	948 119	944 302
Disponibilités	3 029 475	3 896 698
Total dispo. et instru. de trésorerie	3 029 475	3 896 698
Sous-total actif	3 977 594	4 841 000
Concours bancaires courants	551	6 210
Sous-total passif	551	6 210
TOTAL	3 977 043	4 834 790

5.8 Comptes de régularisation

	31/12/17	31/12/16
ACTIF		
Charges constatées d'avance	8 713	6 552
Compte de liaison actif	0	0
Ecart de conversion actif	0	0
TOTAL	8 713	6 552
PASSIF		
Produits constatés d'avance	0	0
Compte de liaison passif	0	0
Ecart de conversion passif	0	0
TOTAL	0	0

5.9 Impôts différés

	31/12/17	31/12/16
Impôts différés actifs		
A Nouveau	639	639
Variation	0	0
Ecart de conversion	0	0
TOTAL	639	639
Impôts différés passifs		
A Nouveau	299 779	298 954
Variation	-255 885	825
Ecart de conversion	0	0
TOTAL	43 894	299 779

Un impôt différé passif relatif au retraitement de la provision réglementée pour hausse des prix a été constaté pour un montant de 43 894 €. Cette provision réglementée constitue un avantage purement fiscal et doit être annulée dans les comptes consolidés. L'exonération d'impôt dont bénéficie la provision pour hausse de prix n'est pas définitive. En effet, elle est réintégrée de plein droit au bénéfice imposable de l'exercice en cours à l'expiration de la sixième année suivant la date de cette clôture.

5.10 Provisions pour risques et charges

Décomposition

	31/12/17	31/12/16
Provisions pour litiges	0	0
Provisions autres risques	1 904 800	2 154 900
Total prov. pour risques	1 904 800	2 154 900
Provisions pour impôts	0	0
Provisions autres charges	0	890
Total prov. pour charges	0	890
TOTAL	1 904 800	2 155 790

Variations

	31/12/16	Dotations	Reprises	31/12/17
Provisions pour litiges	0	0	0	0
Provisions autres risques	2 154 900	0	250 100	1 904 800
Total prov. pour risques	2 154 900	0	250 100	1 904 800
Provisions pour impôts	0	0	0	0
Provisions autres charges	890	0	890	0
Total prov. pour charges	890	0	890	0
TOTAL	2 155 790	0	250 990	1 904 800

Pour rappel, début 2014, le Groupe avait subi des immobilisations de matières par les autorités au départ du Pérou suite à un renforcement rigoureux des contrôles sur les exportations d'Or dans le cadre de la politique de lutte contre l'extraction aurifère illégale. Ainsi, le Groupe avait dû faire face à un renforcement drastique des contraintes administratives et réglementaires liées à ses activités au Pérou.

Dans le cadre des enquêtes diligentées par les autorités péruviennes sur ces matières immobilisées, les rapports d'enquêtes concluent qu'il n'existe pas d'indice ou de preuve d'extraction illégale sur les marchandises. Malgré ces rapports d'enquête, les autorités locales ont maintenu immobilisé les matières ayant fait l'objet des contrôles. Devant cette situation, le représentant de GOLD BY GOLD sur place a obtenu la restitution des matières par voie judiciaire le 15 juillet 2015.

Alors que, d'une part, les rapports d'enquête ont conclu qu'il n'y avait pas d'indice d'extraction illégale, que le séquestre de l'Or a été déclaré abusif et qu'un juge a ordonné la libération de la marchandise, le procureur a mis en accusation dans la foulée le représentant de GOLD BY GOLD sur la base des mêmes griefs, et des mêmes rapports de police, tout en demandant des éléments d'enquête supplémentaires, ordonnant, une nouvelle fois, la mise sous séquestre provisoire de la marchandise. Au 31 décembre 2017, la situation judiciaire n'a pas évolué sur le fonds par rapport au 31 décembre 2016. Toutefois, la variation de change sur l'année a généré une reprise de provision de 250 K€.

De fait, au regard de l'incertitude manifeste régnant sur l'issue de cette nouvelle instruction de la part des autorités et du risque Pays correspondant, toutes les provisions ont été maintenues dans les comptes établis au 31 décembre 2017. En conséquence, à cette date, l'ensemble des provisions correspondant aux opérations péruviennes s'élève à un montant de 1 816 K€. A ce jour, GOLD BY GOLD, de manière directe et indirecte, bénéficie de la part de son représentant local pour les avances effectuées, d'une hypothèque sur un bien immobilier ainsi qu'une garantie correspondant à des parts de sociétés bénéficiaires de titres miniers (mine de Tungstène située au Pérou).

5.11 Emprunts et dettes financières

Décomposition

	31/12/17	31/12/16
Emprunts auprès des établissements de crédit	450 000	650 000
Total emprunts	450 000	650 000
Intérêts courus non échus sur emprunts	1 354	1 965
Concours bancaires courants	551	6 210
Dettes financières diverses	0	0
Total autres dettes financières	1 905	8 175
TOTAL	451 905	658 175

Echéancier

	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	200 000	250 000	0
Intérêts courus non échus s/emprunts	1 354	0	0
Concours bancaires courants	551	0	0
Dettes financières diverses	0	0	0
TOTAL	201 905	250 000	0

5.12 Dettes fournisseurs et autres dettes

Décomposition

	31/12/17	31/12/16
Fournisseurs et comptes rattachés	1 037 936	1 436 897
Avances et acomptes reçus	132 843	166 372
Dettes fournisseurs et avances reçues	1 170 779	1 603 269
Dettes sociales	52 178	43 666
Dettes fiscales	86 397	136 315
Fournisseurs d'immobilisations	0	0
Dettes diverses	570 053	0
Autres dettes	708 628	179 981
TOTAL	1 879 407	1 783 250

Echéancier

	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	1 037 936	0	0
Avances et acomptes reçus	132 843	0	0
Dettes fournisseurs et avances reçues	1 170 779	0	0
Dettes sociales	52 178	0	0
Dettes fiscales	86 397	0	0
Fournisseurs d'immobilisations	0	0	0
Dettes diverses	570 053	0	0
Autres dettes	708 628	0	0
TOTAL	1 879 407	0	0

Les avances et acomptes reçus proviennent des livraisons en cours de traitement auprès des clients. En contrepartie, ces livraisons en cours de traitement sont comptabilisées dans les stocks. Les dettes diverses sont constituées par des remboursements en attente d'affectation définitive.

6 – INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT**6.1 Produits d'exploitation**

	31/12/17	31/12/16
Production vendue	10 174 762	59 149 832
Prestations de services	117 423	541 618
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	10 292 185	59 691 450
Reprises amort. et prov. d'exploitation	43 514	77 050
Autres produits d'exploitation	2 615	440
Transfert de charges d'exploitation	4 289	5 011
TOTAL AUTRES PRODUITS D'EXPL.	50 418	82 501
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	10 342 603	59 773 951

6.2 Marge brute d'exploitation

	31/12/17	31/12/16
Chiffre d'affaires	10 292 185	59 691 450
Achats	10 465 381	55 299 465
Variation de stock	-245 162	3 073 250
Coût d'achat	10 220 219	58 372 715
Sous-traitance	74 286	53 099
MARGE BRUTE D'EXPLOITATION	-2 320	1 265 636
TAUX MARGE BRUTE D'EXPLOITATION	0,0%	2,1%

6.3 Charges d'exploitation

	31/12/17	31/12/16
Achats matières 1ères & autres appro.	10 465 381	55 299 465
Variation stocks mat. 1ères & autres appro.	-245 162	3 073 250
Achats de sous-traitance	74 286	53 099
Achats non stockés, matériel et fournitures	87 832	-67 077
Autres charges externes	377 763	460 013
Impôts, taxes et versements assimilés	7 776	41 030
Rémunération du personnel	219 402	225 003
Charges sociales	93 018	96 226
Dotations amort. et prov. d'exploitation	32 375	90 676
Autres charges d'exploitation	55 624	83 036
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	11 168 295	59 354 721

6.4 Résultat financier

	31/12/17	31/12/16
Produits des autres immobilisations financières	1 191	1 165
Gains de change	0	0
Autres produits financiers	28 786	19 604
Reprises sur prov. et amort. financiers	18 976	157
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	48 953	20 926
Dotation aux prov. & amort. financiers	0	18 976
Intérêts et charges financières	18 761	26 777
Pertes de change	0	0
Charges nettes sur cession de VMP	0	0
Autres charges financières	93 909	30 921
TOTAL CHARGES FINANCIERES	112 670	76 674
RESULTAT FINANCIER	-63 717	-55 748

6.5 Résultat exceptionnel

	31/12/17	31/12/16
Produits exceptionnels sur op. de gestion	0	144 354
Produits de cession d'éléments d'actifs	15 292	1 000
Reprises de provisions exceptionnelles	250 100	19 183
Transferts de charges exceptionnelles	0	1 790
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	265 392	166 327
Charges exceptionnelles sur op. de gestion	1 317	23 038
VNC des éléments d'actifs cédés	6 096	0
Dotations de provisions exceptionnelles	0	155 400
Autres charges exceptionnelles	0	88 461
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	7 413	266 899
RESULTAT EXCEPTIONNEL	257 979	-100 572

Les reprises de provisions exceptionnelles d'un montant de 250 K€ correspondent à la reprise de provision portant sur la quantité d'Or immobilisé par les autorités péruviennes afin de tenir compte de l'évolution de la parité euro/dollar.

6.6 Impôt sur les sociétés

La charge d'impôts s'analyse ainsi :

	31/12/17	31/12/16
Impôt courant	47 830	94 764
Impôt différé	-255 885	826
IMPOTS	-208 055	95 590

La charge d'impôt sur les sociétés correspond à l'impôt dû au titre de la période.

Rapprochement entre le taux légal en France et le taux d'imposition effectif :

	31/12/17	31/12/16
Résultat net consolidé	-423 375	167 320
Charge (produit) d'impôt sur les sociétés	-208 055	95 590
Résultat avant impôt	-631 430	262 910
Taux courant d'imposition en France	33,33%	33,33%
Charge (produit) d'impôt théorique	-210 477	87 637
Effets sur l'impôt théorique :	0	0
des différences permanentes	6 422	6 150
des différences temporaires	0	0
des déficits fiscaux déjà activés mais annulés sur l'exercice	0	0
des déficits fiscaux nés dans l'exercice et non activés	0	1 803
des éléments divers (différence de taux d'I/S)	-4 000	0
Charge (crédit) d'impôt réel	-208 055	95 590

7 – TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital social	Réserve consolidée	Résultat Net	Capitaux propres Part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
31/12/2015	273 361	4 895 823	-455 504	4 713 680	59 370	4 773 050
Affectation du résultat N-1	0	-455 504	455 504	0	0	0
Distribution de dividendes	0	-109 344	0	-109 344	0	-109 344
Augmentation de capital	0	0	0	0	0	0
Variations de périmètre	0	0	0	0	0	0
Autres variations	0	0	0	0	0	0
Resultat de l'exercice	0	0	170 040	170 040	-2 720	167 320
31/12/2016	273 361	4 330 975	170 040	4 774 376	56 650	4 831 026
Affectation du résultat N-1	0	170 040	-170 040	0	0	0
Distribution de dividendes	0	-108 786	0	-108 786	0	-108 786
Réduction de capital	-2 520	-29 693	0	-32 213	0	-32 213
Variations de périmètre	0	0	0	0	-56 650	-56 650
Autres variations	0	450	0	450	0	450
Resultat de l'exercice	0	0	-423 375	-423 375	0	-423 375
31/12/2017	270 841	4 362 986	-423 375	4 210 452	0	4 210 452

8 – AUTRES INFORMATIONS**8.1 Engagements financiers**

Le montant global des engagements non résiliables correspondant aux loyers futurs des locaux occupés par les activités du Groupe s'élevait, au 31 décembre 2017, à 80 514 €.

8.2 Parties liées*Rémunération des mandataires sociaux*

Les conditions de rémunération (primes comprises) des mandataires sociaux du Groupe sont arrêtées par les assemblées générales de chaque société. Les rémunérations des mandataires sociaux du Groupe au titre de l'exercice s'élèvent à un montant global de 147 367 €.

Autres transactions avec les parties liées

	31/12/17	31/12/16
Comptes courants créditeurs	33 118	146 776

8.3 Effectifs

L'effectif des sociétés du Groupe se ventile comme suit :

	31/12/17	31/12/16
Cadres	3	3
Employés, ouvriers	2	2
Total	5	5

8.4 Evénements postérieurs

Néant

8.5 Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes figurant dans le compte de résultat consolidé de l'exercice sont les suivants :

	Euros	%
Certification des comptes	14 000	100%
Autres diligences liées à la mission de CAC	0	0%
Autres prestations	0	0%
TOTAL	14 000	100%

9 – INFORMATIONS SECTORIELLES

Un secteur d'activité est un groupe d'actifs et d'opérations engagé dans la fourniture de services et de biens qui sont exposés à des risques et à une rentabilité différents de ceux des autres secteurs de la société. La société n'a identifié qu'un seul secteur d'activité : le secteur des métaux précieux.